

## **PSA provoque un séisme social et politique**

**Avec son plan de « réorganisation » annoncé hier, PSA veut fermer l'un de ses sites historiques, à Aulnay, et se délester de 8 000 emplois. Trois à quatre fois plus en réalité, en comptant les postes induits. Une bombe sociale.**

La sentence est tombée tôt, hier matin. Dès l'ouverture du comité central d'entreprise extraordinaire, à 8 heures, l'annonce de la mise à mort de l'usine d'Aulnay-sous-Bois par le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a mis fin à plus d'un an de faux suspense, après la révélation, en juin 2011, par la CGT, d'une note interne de la direction prévoyant la fermeture du site. Un crash social sans précédent dans l'industrie automobile depuis la fermeture de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, en mars 1992. Au-delà des 3 000 CDI que compte Aulnay, 1 400 postes seront supprimés dans l'usine de Rennes, et 3 600 emplois hors production, dont 1 400 en recherche et développement. Au total, ce sont 8 000 emplois qui seront sacrifiés par le deuxième plus gros constructeur automobile européen d'ici à 2014, au nom d'un « retour à l'équilibre du cash-flow opérationnel », selon les mots de PSA. Un nombre à multiplier au moins par trois, si l'on compte les emplois induits chez les sous-traitants, souligne la CGT.

de très illusoires

reclassements externes

Pour l'image, le groupe s'engage à mettre en place un plan de revitalisation du site d'Aulnay, et à reclasser 1 500 salariés en interne, essentiellement sur le site de Poissy qui récupère la production de la Citroën C3, jusque-là assemblée à Aulnay. Pour les autres, un plan de départs volontaires sera ouvert et de très illusoires reclassements externes dans le « bassin d'emplois d'Aulnay », pourtant déjà touché par un chômage à 12,2 %, sont prévus. Des perspectives qui étaient loin de convaincre les salariés d'Aulnay et de Rennes, sous le choc, hier, de

l'annonce de la direction (lire pages 3 et 4). « Je suis conscient du caractère douloureux des suppressions d'emplois projetées, avant tout pour les personnes concernées et leurs familles, et de l'émotion qu'elles suscitent, bien au-delà du Groupe », a cru bon de déclarer Philippe Varin, présentant son projet de « réorganisation » comme la seule issue à la zone de turbulences que traverse le constructeur automobile. Un moment désagréable à passer pour la direction, sans doute bien vite effacé par le joyeux frémissement des marchés, qui ont fait bondir l'action PSA de 3 % dès l'annonce, signant la deuxième plus forte progression de la cote. C'est que l'année 2012 avait mal commencé pour les actionnaires du groupe, privés de dividendes après que le constructeur automobile a vu ses bénéfices divisés par deux, au titre d'un exercice 2011 très largement en baisse par rapport à une année 2010 record, malgré la crise.

La direction tente de justifier ce plan drastique en invoquant la baisse des marchés 6,5 % en Europe et 1,5 % au niveau mondial en 2011. La direction affirme s'attendre à un nouveau recul de 10 % de ses ventes au niveau européen pour 2012, sans toutefois communiquer sur ses prévisions au niveau mondial. Et bien sûr, sans préciser que ce trou d'air intervient après une année 2010 marquée par un bond de 13 % de ses ventes dans le monde. PSA met en avant des « surcapacités » de production en Europe. Autant d'arguments vivement contestés (lire page 4), qui dissimulent mal une stratégie visant avant tout la baisse des coûts, pour satisfaire les actionnaires. Ces 8 000 suppressions d'emplois risquent de n'être que le début d'une saignée beaucoup plus lourde dans l'industrie

automobile. Du côté de PSA, les sites de Sevelnord (Hordain) également visé par la note interne de la direction qui prévoyait la fermeture d'Aulnay et de La Janais (Ille-et-Vilaine) pourraient être les prochains sur la liste. Et le rival Renault pourrait bien embrayer dans cette guerre de compétitivité, destinée à augmenter la production hors d'Europe. Le mois dernier, la marque au losange a déjà annoncé 300 suppressions de postes dans son usine de Flins.

Le gouvernement face

à sa première épreuve sociale

Face aux licenciements massifs annoncés par la direction de PSA, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a exigé des pouvoirs publics, hier, qu'ils prennent des mesures pour ne pas être « uniquement spectateurs de ce que décident des firmes comme PSA ». Le gouvernement, confronté à sa première grande épreuve sociale, semble plus pressé de mettre en place un nouveau plan d'aides à la filière automobile prévu pour le Conseil des ministres du 25 juillet après l'octroi de 4 milliards d'euros par le précédent gouvernement en 2008 et d'accompagner le plan de restructuration de PSA que de s'y opposer frontalement (voir ci-dessous). Une inaction vivement critiquée à gauche : le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a exigé « une intervention du gouvernement qui soit clairement du côté des salariés », et appelé à un moratoire suspensif des plans sociaux. Du côté des salariés, à Aulnay, la CGT promet « une grande bataille en septembre ».

**Loan Nguyen**

